

LA LIBERTÉ OU LA SERVITUDE...

Amorcé en 1958 par l'instauration de la V^{ème} République, aggravé par la politique mise en œuvre en juin 1982 par le pétainiste François Mitterrand et ses hommes de main: Pierre Mauroy et les Ministres staliniens, aujourd'hui, le processus de liquidation de la démocratie touche à son terme. Les syndicalistes et les démocrates vont être confrontés à un choix redoutable:

- ou, comme certains en 1940, s'intégrer aux institutions néo-fascistes que Juppé et sa bande (avec le renfort des sociaux-chrétiens du P.S., Michel Rocard en tête) sont en train de mettre en place,
- ou refuser et, entrer dans une sorte de résistance avec tous les dangers que cela comporte!

Dans le *Figaro*, une dénommée Béatrice Taupin (ou la voix de son maître) note que le CNPF disposera dans les conseils d'administration de ce qui va rester de la Sécurité Sociale d'une «*majorité colossale*» et de nous signifier que:

«*Georges Jollès, vice-président de la CNAM et chef de file des administrateurs patronaux dont l'influence sera déterminante dans les nouveaux conseils - ils auront 13 sièges sur 33 -, ne perd pas une occasion de rappeler que le CNPF exigera "un président désireux de mettre en oeuvre la réforme et de faire corps avec la majorité du conseil"*».

Autrement dit, Jean-Claude Mallet, l'actuel Président de la CNAM ne pourrait conserver ses fonctions qu'à la condition d'être l'exécutant fidèle des décisions prises en commun par Alain Juppé et une fraction du CNPF; il ne devrait plus se considérer comme le mandataire de son organisation qui, comme le disait Robert Bothereau (1), «*représente et défend les intérêts particuliers des travailleurs*», mais comme le «*subsidaire*» d'une «*majorité*» manipulée par Matignon, lui-même, aux ordres du F.M.I. et des bureaucrates de Bruxelles.

Je suis de ceux qui, à leur niveau, ont œuvré à la recherche d'un compromis mais à l'impossible nul n'est tenu et force nous est de constater qu'aujourd'hui, en France, comme dans l'Italie de 1920 ou l'Allemagne de 1933, la classe ouvrière se trouve confrontée à une sorte de diktat qui ne laisse place à aucune sorte de compromis mais remet purement et simplement son existence en cause: *Être ou ne pas être?*

Comment pourrions-nous accepter de nous associer à ceux qui, aujourd'hui, n'hésitent pas à opposer le moyen-âge à la renaissance et aux «*lumières*». Autrement dit, quel républicain, quel démocrate pourrait accepter de s'intégrer aux institutions néo-corporatistes que les réactionnaires de tous poils (de Juppé à Rocard en passant par Notat et Martine Aubry) sont en train de mettre en place.

Enfin, notons, comme le fait Marc Blondel dans *F.O. HEBDO* du 12 avril, que le régime qui se donne volontiers une allure d'ordre moral fait, en réalité, la part belle aux affairistes qui servent sa politique comme le prouve l'exemple du distingué Monsieur Bouton, Président de *MG.France* (2).

Voilà ce que notre camarade Blondel rapporte: «*D'aucuns comme le président de MGFrance, M.Bouton, qui soutient activement le plan Juppé depuis le début, se félicitent de cette ordonnance. Ce dernier a déclaré selon l'AFP: «nous sommes contents que F.O. ait été expulsée des conseils d'administration des caisses». Rien que ça! «Il faut dire que le même président de MGFrance, lors des rencontres MEDSYN1996, a demandé (cf. AFP) une «juppette» pour l'informatisation des cabinets médicaux. Dans son esprit, «il ne s'agit pas de conseiller les médecins», mais de leur «donner la possibilité de vérifier en temps réel l'état de leur activité et de leurs prescriptions. Qui pourrait faire cette commercialisation? Peut-être MEDSYN? Mais au fait qu'est-ce que MEDSYN? Selon l'AFP, une filiale de MG France créée en 1994. Il s'agit d'une société anonyme dont l'activité est «la mise en œuvre et la commercialisation de systèmes d'information dans le domaine de la santé». Le président de son conseil de surveillance est M.Bouton, et parmi ses membres on*

(1) Premier Secrétaire général de la C.G.T.F.O.

(2) MG France: «*syndicat*» de médecins généralistes très lié au P.S. et à la C.F.D.T (+ la bande à Juppé).

trouve notamment une société holding hollandaise. Peut-être que M.Bouton espère que son soutien au plan Juppé l'autorise à revendiquer la jupette! On comprend ainsi peut-être mieux l'insistance à vouloir d'abord passer par le généraliste, alors que le CREDES estime que le surcoût serait de 5 milliards de francs. Jolie rente de situation en tout cas!».

Si on ajoute que dans le même numéro de *F.O. HEBDO*, on apprend que le fichage des «cas sociaux» est en cours: *«officiellement pour “combattre la fraude sur les prestations sociales”, cinq départements ont développé un progiciel destiné à regrouper les informations collectées par les travailleurs sociaux sur des particuliers. Les promoteurs de ce produit entendent ainsi connecter les informations sociales, familiales, financières, médicales et psychologiques des administrés, c'est-à-dire constituer, à l'image du casier judiciaire, un “casier social”...».*

On est en droit de constater que nous sommes, d'ores et déjà, dans un autre type de société dans laquelle, notamment, les vieilles classifications mystificatrices du type *«droite gauche»* perdent définitivement toute signification.

Dans cette sorte de guerre civile que Juppé et sa bande préparent, tout un chacun sera nécessairement confronté à un choix individuel: *la liberté ou la servitude*.

L'ennui est que cette sorte de choix qu'on nous impose ne conduit pas nécessairement à des lendemains qui chantent!

Alexandre HÉBERT.
